



## ABM

⇒ Dissuasion nucléaire. IDS.  
Nucléaire. SALT # START (accords)

## Acculturation

.....  
Du latin *ad*, vers et *cultura*, culture.  
L'acculturation désigne le processus de  
changement culturel résultant du contact  
entre deux populations de cultures  
différentes.  
.....

Le mot a été créé par des anthropo-  
logues aux États-Unis en 1880. Il a pré-  
valu en France sur l'expression « inter-  
pénétration des civilisations ».

Si une culture absorbe l'autre, on  
parle d'**assimilation**. Ainsi, des immi-  
grés abandonnent leur culture d'origine  
pour adopter la culture du pays  
d'accueil.

À l'opposé, le contact peut provo-  
quer un rejet de la culture conquérante.  
On parle alors de « **contre-accultura-  
tion** ». À l'échelle mondiale, l'islamisme  
en est un exemple, rejetant les modes  
de pensée et de vie de l'Occident en  
général, des États-Unis en particulier. À  
l'échelle de ce dernier pays, le refus  
d'Hispaniques de s'exprimer en anglais  
en constitue un autre exemple.

Entre les deux, il existe tous les syn-  
crétismes possibles, tous les degrés  
d'assimilation partielle...

⇒ Intégration. « **Melting-pot** »

## ACP

⇒ Lomé et Cotonou (accords de)

## Acte unique européen

Traité signé en 1986 par les douze  
États, alors membres de la Commu-  
nauté européenne. L'objectif était de  
réaliser d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 1993 « un  
espace sans frontières dans lequel la  
libre circulation des personnes, des  
biens et des capitaux, serait assurée ».

L'Acte unique préparait ainsi le  
Marché unique. Pour atteindre cet  
objectif:

- Il a étendu le **champ d'action com-  
munautaire**: mise en place de poli-  
tiques structurelles en faveur des  
régions européennes les plus pauvres  
et d'une politique européenne de l'envi-  
ronnement. Le principe de reconnais-  
sance mutuelle se substitue à celui  
d'harmonisation préalable: chaque État  
reconnaît l'équivalence de sa législation  
avec celle des autres. Un diplôme, par  
exemple, délivré par un pays européen,  
doit être reconnu par ses voisins, même  
s'il n'y existe pas exactement le même.

- Il a institutionnalisé le **Conseil  
européen** constitué des chefs d'État et  
de gouvernement des États membres  
de la Communauté. Sa création – *de  
facto* – remonte à décembre 1974. Le  
traité de Rome, en 1957, n'avait pas  
prévu son existence.

- Il a étendu le vote à la **majorité qua-  
lifiée** au sein du Conseil des ministres

européens, à la place de la règle de l'unanimité qui prévalait jusqu'alors. Chaque État, dans ce cas, dispose d'un nombre de voix proportionnel à son importance démographique. Les décisions sont prises à la majorité d'environ 70 %.

• Il a accru enfin les **pouvoirs du Parlement européen**, en instituant une procédure de coopération avec le Conseil européen, quand celui-ci prend une décision à la majorité qualifiée. Le traité de Rome (1957) n'avait prévu, lui, qu'une procédure de consultation, le Parlement formulant seulement un avis.

⇒ **CEE. Conseil de l'Europe**  
# **Conseil européen.**

**Supranationalité. Union européenne**

## Action

### # Obligation

• **L'action** est un titre de **propriété** d'une entreprise. Un actionnaire est ainsi propriétaire d'une partie de son capital. Il est d'autant plus informé des résultats de l'entreprise que le « dividende » (la quote-part des bénéfices qui lui est attribuée) en dépend. Il participe à l'assemblée générale des actionnaires qui élit, en son sein, le conseil d'administration chargé de gérer la société.

Mais chaque actionnaire n'y dispose pas d'une même voix. Le droit de vote, en effet, est proportionnel à la part du capital qu'il possède, si bien que la réalité du pouvoir n'est détenue que par les principaux actionnaires.

**Attention:** Toutes les entreprises n'émettent pas des actions. Celles qui le font sont les sociétés anonymes (SA) qui ont leur capital social divisé en actions, échangées en Bourse. Les sociétés à responsabilité limitée (SARL), elles, n'en émettent pas.

• **L'obligation** est un titre de **créance** – à long terme – émis par une entreprise, publique ou privée. Quand le titre de créance est accordé par l'État, il s'appelle bon du Trésor. L'obligataire reçoit chaque année un « intérêt » garanti jusqu'au remboursement de la dette, le plus souvent fixe. Mais l'obligataire n'est pas propriétaire de l'entreprise, il en est seulement son créancier.

⇒ **Bourse. Capitalisme**

## Active (population)

Elle réunit tous ceux qui exercent une activité rémunérée ou qui en recherchent une. Les chômeurs en font donc partie. Les travailleurs saisonniers ou les stagiaires sont classés parmi les actifs, mais ni les femmes au foyer ni les étudiants.

Depuis les travaux de l'Australien Colin Clark en 1942 puis du Français Jean Fourastié, on distingue trois secteurs d'activité:

1) Le secteur **primaire** comprend l'agriculture, la pêche et les industries extractives (minières), c'est-à-dire les activités travaillant directement la matière première.

2) Le secteur **secondaire** réunit celles transformant la matière première, l'ensemble des activités industrielles, y compris les industries agroalimentaires et l'énergie.

3) Le secteur **tertiaire**, enfin, réunit toutes les autres activités, les services marchands (tourisme, transports, commerce...) ou non (santé, enseignement...).

Quand le tertiaire réunit plus de 55 % des actifs, il s'agit d'une économie **post-industrielle**.

La définition d'un secteur quaternaire ne s'est pas imposée jusqu'ici. Certains réservent ce nom au tertiaire

de décision – par opposition à celui d'exécution –, d'autres aux services liés à la communication...

Cependant la classification tripartite, pensée il y a soixante ans où les trois secteurs d'activité représentaient un pourcentage d'actifs relativement similaire dans les pays développés, est devenue obsolète aujourd'hui. D'abord, le secteur primaire emploie moins de 5 % des actifs dans la plupart des pays développés et le secteur secondaire oscille autour de 25 %, alors que le secteur tertiaire en emploie plus de 70 %. Surtout, les limites entre les trois secteurs d'activité sont de plus en plus floues, tant l'interpénétration des types d'activité augmente. Ainsi, les entreprises industrielles ont, en leur sein, de plus en plus d'activités tertiaires, telle la gestion. Dans le même temps, les services s'industrialisent de plus en plus, utilisant davantage de machines, comme des ordinateurs ou des logiciels.

Les géographes Félix Damette et Jacques Scheibling constatent (*Le territoire français, permanences et mutations*, Hachette, rééd. 2003): « Aujourd'hui il est indispensable de remettre en cause ce classement au regard des évolutions rapides qui affectent aussi bien les types de qualification que l'organisation de la production. »

⇒ **Chômage. Externalisation. Tertiarisation**

## AELE

⇒ CEE

## Afro-asiatisme

Expression politique, apparue en 1954, pour signifier et encourager l'émergence, sur la scène internationale, de nouveaux États d'Asie et d'Afrique à l'issue de leur décolonisation.

Il implique la recherche d'une coordination politique entre eux, d'une coopération pour, à la fois combattre le colonialisme – et au-delà toute forme de dépendance – et assurer la paix. L'URSS a affiché de la sympathie pour l'afro-asiatisme y voyant un moyen de combattre l'Occident. Mais le seul dirigeant communiste à l'avoir réellement soutenu a été le Yougoslave Tito.

La conférence de Bandoung, en 1955, a été une des manifestations les plus célèbres de l'afro-asiatisme.

⇒ **Bandoung (Conférence de). Tiers-Monde(s). Tiers-mondisme**

## Agro-alimentaire (industrie et complexe)

L'**industrie** agro-alimentaire (IAA) transforme un produit agricole en denrée alimentaire destinée à des hommes, voire à des animaux. Par exemple, la boulangerie-pâtisserie.

Le **complexe** agro-alimentaire (CAI) est une expression beaucoup plus large qui englobe, non seulement le secteur agricole et les IAA, mais toutes les activités liées directement à l'agriculture en amont comme en aval.

- En amont: les industries fabriquant des machines agricoles ou des engrais, des pesticides, les chercheurs en agronomie, les banques agricoles etc.
- En aval: outre les IAA, les entreprises de conditionnement et de transport des produits agricoles, les chaînes de distribution et celles de restaura-

tion... L'agriculture des pays développés ne peut plus s'appréhender sans l'étude du CAI.

## **ALENA** **(ou NAFTA en anglais)**

### **Accord de Libre-Échange Nord-Américain.**

Entré en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994, il réunit le Canada, les États-Unis et le Mexique, soit plus de 400 millions d'habitants et plus 30 % des richesses mondiales. Il prévoit la suppression progressive, en quinze ans, des droits de douane, des barrières douanières entre ces trois États. Depuis, les échanges commerciaux entre eux se sont considérablement développés. Les États-Unis contribuent pour 90 % au PIB de l'ALENA (et aux trois quarts de celui du continent américain).

L'ambition initiale du promoteur de l'ALENA, l'ancien président des États-Unis, George Bush, reprise depuis par ses successeurs, était d'étendre cette zone de libre-échange « jusqu'à la Terre de Feu » – extrémité sud du continent américain.

Mais les pays d'Amérique latine, le Venezuela présidé par Hugo Chavez en tête, s'opposent, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, à ce projet. C'est pourquoi la création d'une zone de libre-échange des Amériques, prévue pour 2005, a été différée.

**Attention :** l'ALENA n'est qu'une zone de libre-échange et non une union douanière comme le Mercosur ou l'Union européenne.

⇒ **Mercosur. Union douanière**  
**# Zone de libre-échange.**  
**Union européenne**

## **Al Qaida**

### **La base en arabe. Organisation terroriste islamiste.**

Quand Al Qaida apparaît en 1987 à l'initiative de Ben Laden, elle désigne un simple camp d'entraînement d'islamistes, situé en Afghanistan. Elle y forme des volontaires combattant l'occupant soviétique. Après le retrait de ce dernier (1989) et la guerre du Golfe (1991), Al Qaida s'internationalise. Une fois l'URSS disparue, elle se reconvertit dans un antiaméricanisme absolu.

Al Qaida s'organise progressivement à partir de 1996 en Afghanistan, une fois les talibans maîtres de ce pays. Ben Laden s'y entoure d'un conseil composé surtout d'Égyptiens, comme al Zawahiri. Ce conseil supervise quelques comités (financier, militaire...) et a des relations avec des groupes nationaux. Mais le cloisonnement reste la règle de ce réseau terroriste, dont chaque branche bénéficie d'une large autonomie.

À partir de février 1998, Al Qaida appelle explicitement à tuer les Américains partout dans le monde en raison de leur présence militaire sur la terre natale de Mahomet. Al Qaida n'appelle pas seulement au djihad. Il planifie des attentats suicides dont des civils, y compris des enfants, sont le plus souvent les principales victimes. Les plus célèbres sont ceux du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington, qui provoquent la mort de 3000 personnes.

Après l'invasion de l'Irak par les Américains et leurs alliés (2003), une partie de sa mouvance, dirigée par le Jordanien al-Zarqaoui, étend ses pratiques criminelles à des musulmans jugés renégats ou à des chiites. Mais ce

choix serait controversé au sein même de la direction d'Al Qaida.

Si diverse soit-elle, Al Qaida instrumentalise politiquement l'islam pour justifier ses crimes contre l'humanité dont un nombre croissant de musulmans sont les victimes.

====> **Djihad. Intégrisme. Islam. Islamisme. Taliban**

## **Alliance atlantique**

.....  
**Alliance politique et militaire créée le 4 avril 1949, par le traité de Washington, signé par les États-Unis et le Canada et dix pays d'Europe occidentale (Royaume-Uni et France, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg, Islande, Norvège et Danemark, Italie et Portugal).**  
.....

La Grèce et la Turquie rejoignent l'Alliance en 1952, l'Allemagne fédérale en 1955 et l'Espagne en 1982. Dix ans après la déchirure du rideau de fer, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque adhèrent à l'Alliance atlantique (1999). Sept États font de même en 2004: les trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), la Slovaquie et la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie. Depuis, l'Alliance atlantique compte vingt-six États membres.

Cette alliance entre l'Ancien et le Nouveau Monde résulte, à l'origine, de la peur suscitée en Occident par l'expansion depuis 1945 du communisme en général, de l'URSS de Staline en particulier, d'où la formule du Belge Paul Henri Spaak: « l'Alliance atlantique est un enfant de Staline ».

Deux faits, survenus en juin 1948, précipitent sa conclusion:

1) Le vote par le Sénat des États-Unis de la résolution Vandenberg (du nom de l'un de ses membres présidant la commission des Affaires étrangères).

Le président américain est désormais autorisé à conclure en temps de paix des alliances hors du continent américain.

2) Le blocus terrestre de Berlin-Ouest par Staline.

D'où, pour la première fois depuis la naissance des États-Unis, la conclusion par ces derniers – en temps de paix – d'une alliance avec des États non américains. Le Pacte atlantique signe ainsi l'acte de décès de l'isolationnisme traditionnel des États-Unis.

L'Alliance atlantique comprend **deux** aspects:

1) Elle constitue une alliance **militaire à l'origine seulement défensive**. Une agression armée contre l'un de ses membres « sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties » (article 5). L'assistance promise dans ce cas assure ainsi l'Europe occidentale d'une aide américaine en cas d'agression soviétique.

La forme de cette aide cependant n'est pas précisée pour ménager ceux des sénateurs américains qui n'ont pas tous renoncé à l'isolationnisme. L'aire géographique couverte par l'Alliance est également limitée: elle ne s'étend pas au sud du tropique du Cancer (article 6). Exceptés les départements français d'Algérie, les empires coloniaux des Européens en Asie ou en Afrique ne sont donc pas couverts par l'Alliance. Les États-Unis, en effet, n'entendent pas s'enliser dans un conflit colonial. L'Alliance atlantique ne fait pas moins partie de la politique de *containment* définie par le président des États-Unis, Harry S. Truman, en mars 1947.

2) Elle présente d'emblée un aspect **idéologique**. Le préambule du traité rappelle l'idéal politique qui réunit ses signataires, à savoir « les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le droit ». Il y a là une condamnation implicite des régimes communistes mis

en place à partir de 1945 en Europe de l'Est, sur le modèle soviétique. Les considérations stratégiques prévalent toutefois sur le respect des principes de la démocratie libérale comme le prouve l'adhésion du Portugal du dictateur Salazar. Ses adversaires aussi l'ont présenté comme une résurgence de la « Sainte Alliance » réactionnaire de 1815.

La désintégration du bloc communiste entre 1989 et 1991 – victoire idéologique pour l'Alliance – ouvre une nouvelle période dans son histoire, car la « menace soviétique » a disparu.

L'Alliance atlantique s'estime dès lors habilitée à intervenir partout dans le monde où ses valeurs sont jugées par elle remises en cause, comme au Kosovo en 1999. L'absence de rival de puissance équivalente a contribué à donner à l'Alliance, un caractère désormais **offensif**.

L'OTAN constitue l'organisation de l'Alliance Atlantique.

**Attention :** il ne faut pas confondre l'Alliance atlantique avec la **charte de l'Atlantique**. Celle-ci est un texte signé en août 1941 par le Britannique Winston Churchill et l'Américain Franklin Delano Roosevelt et où sont esquissés les principes d'un nouvel ordre mondial, en particulier posés les jalons de la future ONU.

⇒ **Endiguement. Isolationnisme.**  
**ONU. OTAN. Yougoslavie**  
**(Guerres dans l'ex-)**

## **Altermondialisme** **(ex-antimondialisme)**

.....  
**Mouvement social contestant les règles de la mondialisation libérale, accusée d'aggraver les inégalités économiques et sociales dans tous les domaines, et à toutes les échelles.**  
.....

Le capitalisme ne profiterait plus qu'aux principaux actionnaires spéculant en bourse, recherchant seulement le profit maximal à court terme, sans aucune considération pour les salariés des entreprises.

Ce mouvement est né en Amérique du nord au début de la décennie 1990, en réaction à la formation de l'ALENA. Il a gagné l'Europe occidentale à l'occasion du débat sur le traité de Maastricht (1992).

Convaincu que « le monde n'est pas une marchandise », il obtient un premier succès à Seattle en 1993. Le mouvement en effet, y contribue à l'échec du sommet de l'OMC qui n'ouvre pas un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales.

Le mouvement s'est progressivement structuré en réseau. Il comprend aujourd'hui des syndicats comme SUD en France (dissidence de la CFDT), des mouvements paysans (comme celui des Sans-Terre au Brésil ou la Confédération paysanne de José Bové en France), des comités comme celui militant pour annuler la dette du Tiers-monde; ou encore le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). De nombreuses ONG appartiennent au mouvement comme Amnesty international ou Greenpeace.

ATTAC, l'association pour la taxation des transactions financières (« taxe Tobin ») et l'aide aux citoyens, illustre ce mouvement. Il s'est constitué en réaction à la nouvelle mondialisation carac-

térisée par la domination sans précédent du capitalisme financier. Créée en France en 1998, à l'initiative de journalistes du *Monde diplomatique*, ATTAC a essaimé dans plus d'une cinquantaine de pays. Il a contribué au rejet par une majorité de Français du projet constitutionnel européen, présenté en mai 2005.

Par ailleurs, depuis le sommet de l'OMC de Cancun (septembre 2003), des organisations contestataires, appartenant à la société civile, jouent un rôle dans les négociations commerciales multilatérales. Elles ont ainsi été intégrées dans les délégations de plusieurs pays du Sud, comme celle de l'Union indienne.

En outre, le mouvement, qui a le sens de la communication, organise chaque année depuis janvier 2001, un **forum social** à l'échelle mondiale. Il se tient, à **Porto Alegre**, au sud du Brésil car il a été créé à l'initiative du Parti des travailleurs qui dirige la ville. Ce forum se présente comme un sommet alternatif à celui réunissant les « grands » du monde, à Davos.

Par ailleurs, le mouvement – appelé à l'origine antimondialiste – a pris le nom d'altermondialiste au cours de l'année 2002. Le premier terme révélait la priorité du mouvement qui était de dénoncer la mondialisation capitaliste, libérale. Le second souligne sa volonté désormais de travailler davantage à un projet alternatif à cette mondialisation, car « un autre monde est possible ». Par ailleurs, le déferlement de violence, lors de la contestation du sommet de l'OMC à Gênes en 2001, a altéré l'image du mouvement. D'où aussi la volonté des altermondialistes de ne plus seulement critiquer, mais de proposer.

Le mouvement est hétéroclite. Toute l'extrême gauche n'y adhère pas (Lutte ouvrière, par exemple en France, a voté contre la taxe Tobin) et tout le mouve-

ment altermondialiste n'appartient pas à l'extrême gauche. (Certains de ses membres sont proches de Jean-Pierre Chevènement). Cependant tous ses partisans se rejoignent pour non seulement dénoncer le libéralisme mais critiquer la social-démocratie. Le mouvement appartient donc à une gauche, pas nécessairement révolutionnaire, mais soucieuse de rompre avec la logique du capitalisme.

Outre la taxation de la spéculation financière, le mouvement altermondialiste milite notamment :

- pour un « commerce équitable » prenant en compte les intérêts des pays du Sud, notamment des PMA,
- pour l'exclusion de la sphère marchande de la culture, de l'éducation, de la santé mais aussi de l'eau, de l'air et des semences,
- pour une réforme profonde des institutions internationales financières et commerciales, notamment de l'OMC.

Selon Eddy Fougier (*Les Cahiers français* n° 305) : « Indépendamment de la pertinence de son évaluation et de ses solutions, ce mouvement contestataire aura eu le mérite de soulever la question des inégalités en liaison avec la mondialisation ».

⇒ **Mondialisation. Nord/Sud. OMC. ONG. PMA. Tiers-Mondisme**

## Aménagement du territoire

.....  
Désigne l'ensemble des politiques mises en œuvre par les Pouvoirs publics, afin de mieux répartir les activités et les hommes sur leur territoire.  
.....

Cet objectif passe donc par la réduction des inégalités spatiales.

L'une des plus fréquemment observées est par exemple, celle opposant le littoral à l'intérieur des terres. Pour

réduire ce déséquilibre, l'État brésilien a transféré en 1960 sa capitale politique de Rio de Janeiro, au bord de l'Atlantique, à Brasilia, sur les plateaux du Centre-Ouest.

Les moyens d'intervention des Pouvoirs publics varient sensiblement. Ils dépendent d'abord des capacités de financement et d'encadrement de l'État. Or ceux-ci restent encore souvent déficients en Afrique subsaharienne. Ils dépendent aussi de l'idéologie de l'État. Ainsi celui des États-Unis n'entreprend pas de véritable politique d'aménagement du territoire, car il reste attaché aux seules lois du marché, au libéralisme classique.

Même dans les pays qui l'ont entreprise résolument, les résultats sont restés trop souvent décevants. En effet, la plupart des États ont des économies de marché. Or, loin de les réduire, le marché accroît les inégalités spatiales. Les incitations des Pouvoirs publics ne sont qu'un élément, parmi beaucoup d'autres, pris en compte par des entreprises de plus en plus souvent privées.

La mondialisation des économies exacerbe encore davantage les inégalités, favorisant la polarisation des activités autour des métropoles. Les investissements étrangers se concentrent, pour la plupart, dans le « centre » du pays récepteur, ainsi, au Brésil, au Sudeste, surtout à São Paulo et ses environs. Les périphéries restent délaissées. Les logiques territoriales ont tendance à accroître les inégalités spatiales.

⇒ **Centre. Mondialisation. Périphérie**

## **ANNAN (doctrine)**

⇒ **Ingérence humanitaire  
(droit et devoir d')**

## **ANSEA**

**(ou ASEAN en anglais)**

.....  
**Association des Nations du Sud-Est Asiatique.**  
.....

Réunit à sa création, en juin 1967, cinq États: l'Indonésie (son siège est Jakarta), Singapour, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines. Le sultanat de Brunei en 1984 et le Vietnam en 1995 l'ont rejoint. L'adhésion du Laos et du Myanmar (ex-Birmanie) en 1997, puis du Cambodge en 1999, porte à dix le nombre de ses États membres, (même si le Myanmar s'en est provisoirement retiré en 2005). Elle réunit près de 550 millions d'habitants mais représente à peine plus de 2 % du PIB mondial.

Cette organisation présente un **double aspect**:

1) Le premier est **politique**. La vocation originelle de l'ANSEA est le recours à la diplomatie pour régler les questions de sécurité, les contentieux dans la région. Une conférence des ministres des Affaires étrangères des États membres se tient au moins une fois par an.

En 1967, l'ANSEA concevait l'affirmation de son identité régionale par opposition au bloc « communiste ». Le monde était alors bipolaire, la guerre du Vietnam faisait rage. L'adhésion de ce dernier en 1995 clôt cette période: les frontières de la Guerre froide ont disparu ici aussi. Désormais une commune inquiétude, devant les prétentions chinoises en mer de Chine méridionale, réunit ses États membres. Par ailleurs l'ANSEA a préféré critiquer l'intervention de l'ONU au Timor oriental en 1999 que de faire pression sur l'un de ses principaux membres pour qu'il y cesse ses exactions.